

LE FIL ROUGE ROMANAIS



L'école selon Sarkozy et De Villepin

Lorsqu'il annonce 8.700 suppressions de postes d'enseignants, le gouvernement a le culot de dire que cela ne se ressentira pas sur le terrain ! Il est de notre responsabilité d'alerter les romains, des conséquences d'une telle politique.

Dès la rentrée 2006

3 classes seront fermées sur le quartier de La Monnaie, une seule sera ouverte à l'école J.Rostand. On ne cessera de vous répéter que c'est la conséquence des baisses d'effectifs dans l'Est romain au profit de l'Ouest qui se développe. L'explication reste

La disparition de 2 postes du réseau d'aide pour les enfants en difficulté, n'a rien à voir avec la baisse des effectifs.

un peu courte : en effet, la disparition de 2 autres postes du réseau d'aide pour les enfants en difficulté, dès la rentrée 2006 toujours sur le quartier de La Monnaie, n'a plus rien à voir avec la baisse des effectifs. Il en va de même au collège Lapasset où le statut de ZEP n'est désormais que théorique : disparition de tous les dispositifs d'aide et d'encadrement, fin du soutien en maths et français, suppression des ateliers lecture et des options sportives (*). Rappelons enfin que les écoles de ce quartier, comme toutes les autres, ont perdu près d'une dizaine d'emplois jeunes depuis 2002, pertes que d'autres emplois aidés n'ont jamais compensés.

Quand une école ferme, bien évidemment la ville fait des économies de chauffage, d'entretien, de personnel... Quand ce sont trois ou quatre, c'est le jackpot !

traîner la fermeture d'une maternelle du quartier. Ajoutons à cela, les fermetures des écoles POUCHÉLON et REPUBLIQUE en centre ville dont on parle fortement... et une véritable saignée pour notre ville s'amorce !

que nous ne franchirons pas encore. Mais pour nous en convaincre, la municipalité doit jouer **cartes sur table**, faire des propositions réellement alternatives à celles de l'Education Nationale, engager de véritables actions contre la politique désastreuse du gouvernement, en appeler à la mobilisation. Notre ville souffre, perd des emplois, attire apparemment peu de jeunes couples, ce malgré tous les discours volontaristes. Il est plus que temps de réagir.

Aubaines financières ?

Quand une école ferme, bien évidemment la ville fait des économies de chauffage, d'entretien, de personnel... Quand ce sont trois ou quatre, c'est le jackpot ! Le transfert des locaux de l'Inspection (IEN) vers l'actuelle école CHOPIN, peut permettre la fermeture de l'école POUCHÉLON. Ce site, derrière Marque's Avenue, peut alors permettre une opération immobilière ! Deux véritables aubaines au regard des difficultés financières de notre commune. De là à penser que l'Education Nationale et la ville auraient des objectifs communs, il n'y a qu'un pas

(*) de premières actions ont déjà fait bouger l'IA, mais l'option sportive est toujours remise en cause.

Notre proposition d'action

Informez la population des enjeux, profitez de la situation actuelle et la baisse des effectifs, pour conserver des écoles à taille humaine avec des effectifs allégés, dans tous les quartiers, notamment - mais pas seulement - en ZEP.

AVENUE EMILE ZOLA

La rue Emile ZOLA vient d'être réaménagée. Pour les cyclistes, paraît-il. On peut en douter : Tout d'abord, la suppression totale de places de stationnement envenime les rapports avec les riverains. D'autre part, les suppressions, dans le paysage, de voitures garées, a comme conséquences d'améliorer grandement la visibilité et ainsi d'augmenter la vitesse... des voitures ! Ceci rendant plus dangereuse la progression des cyclistes !

Nous proposons :

La mise en sens unique de l'avenue, avec création d'un plan de circulation cohérent dans le quartier, le maintien d'une piste cyclable, l'élargissement des trottoirs, la pose de ralentisseurs et le maintien de places de stationnement pour les riverains.

NON AU DOUBLEMENT DE L'AUTOROUTE A7



La planète est en danger

Le changement climatique dû à l'effet de serre, conséquence des activités humaines, est en cours et s'accélère. En France, les transports, notamment routiers, sont responsables de 30% des émissions de gaz à effet de serre. Désormais l'espèce humaine est menacée de disparition.

L'Europe libérale n'est pas la réponse

Economie du juste à temps, zéro stock, concurrence, circulation des marchandises conduisent à toujours plus de pressions sur les hommes, d'inégalités, de délocalisations, et toujours plus de camions sur les routes. Le dogme néolibéral d'une «économie de marché ouverte où la concurrence est libre» privilégie les intérêts financiers à court terme et les dividendes versés aux actionnaires. Les sociétés humaines et la nature en sont malades. Les populations les plus pauvres, dans le monde comme en France, sont les premières touchées.

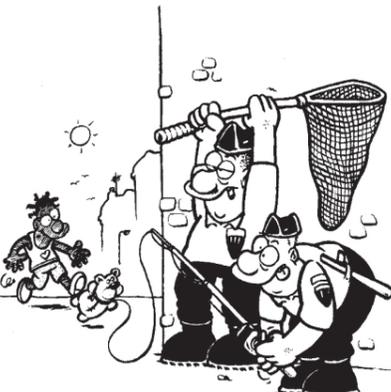
Une alternative politique est indispensable

Pour garantir que des solutions respectueuses de l'espèce humaine et de la nature soient appliquées, face aux intérêts particuliers et de court terme, les hommes et les femmes eux-mêmes doivent maîtriser les choix à effectuer. Pour ouvrir la voie à une authentique alternative : sociale, écologique, antidiscriminatoire et démocratique, l'urgence est à une politique en rupture avec le libéralisme, opérant des choix respectueux du futur de la planète et des humains qui y vivent.

Compte tenu des enjeux, il est clair que l'autoroute A7 ne doit pas être élargie, qu'aucune nouvelle autoroute ne doit être construite et qu'il est urgent d'engager des solutions alternatives au tout routier.

SANS PAPIERS

L'ÉCOLE EST FINIE !



Près de 200 personnes étaient réunies, jeudi 22 juin pour témoigner de leur solidarité envers des familles romaines menacées d'expulsions depuis la nouvelle loi Sarkozy qui organise le tri des migrants selon des critères de rentabilité. Ce projet, déjà accompagné d'une

circulaire d'expulsion innommable, de commentaires scandaleux et xénophobes doit alerter tous les citoyens. C'est une mise en cause directe des valeurs de la République, des droits sociaux, des notions de solidarité, de fraternité, du code du travail. Il faut stopper cet engrenage, exiger le retrait de la loi CESEDA. Tous les salariés sont concernés.



PREMIÈRE FÊTE DE L'HUMA ET DU FIL ROUGE : PARI RÉUSSI

Près de 500 participants, des groupes locaux remarquables, une superbe ambiance... lorsque nous avons décidé de relancer cette fête en sommeil depuis plus de 25 ans à Romans, nous ne nous attendions pas à un tel succès. C'est pourquoi nous annonçons dès aujourd'hui qu'il y aura une deuxième fête. Nous y corrigerons les points faibles rencontrés lors de la première édition : la fête sera étalée sur deux jours, samedi et dimanche, il y aura moins de groupes pour laisser plus de temps au débat, une programmation jeune pour le samedi en début de soirée et plus familiale le dimanche après-midi. Une épreuve sportive originale verra le jour à cette occasion et le célèbre couscous traditionnel servi par les animatrices de l'association Génération Ambiance sera encore de la partie.

Diam's, Cali, Benabar, Têtes raides, Raphaël...

C'est le prochain programme de la fête de l'HUMA... à La Courneuve. Un car partira de Romans. Renseignements : 06.20.51.67.93. ou 06.70.16.34.26.



ASSISES POUR L'EMPLOI

Le dernier numéro du Fil rouge romanais vous invitait à participer aux premières assises locales pour l'emploi de Romans. Celles-ci ne sont pas passées inaperçues. Les témoignages, parfois dramatiques, provenant de milieux très divers, chaussure, services publics, agriculteurs, lycéens, salariés du privé... d'entrée de jeu, ont donné le ton des débats. La dérive libérale de notre société y fut maintes fois, mise en accusation avec la même constante : la casse de l'emploi stable et bien rémunéré, correspond à une progression fulgurante de la précarité.

Il en ressort également qu'il ne peut y avoir aujourd'hui de jugement en demi-teinte sur la situation du bassin romano-péageois (17% de chômage) comme d'ailleurs dans l'ensemble du pays. Il ne sert à rien, par exemple comme ont voulu le faire certains représentants du PS, de se retrancher derrière les statistiques des ASSÉDICS, qui tendent à embellir la situation.

Il n'y aura pas eu de temps mort au cours de cette soirée, remarques et questions touchant toutes à des problématiques de fond comme le contrôle des aides publiques aux entreprises, l'augmentation des salaires, la nature des emplois créés, le rôle des contrats de site, les pouvoirs d'intervention des salariés et finalement l'impossible compromis avec le libéralisme économique.

Au final, 2 décisions ont été prises :

1. la création d'un comité local pour sécuriser l'emploi.
2. Un appel à ce que cette initiative s'inscrive dans une démarche départementale puis régionale.

OPHLM : qui paye et qui décide ?



L'office HLM, propriétaire bailleur, a l'obligation d'assurer la jouissance paisible à ses locataires. Ainsi il devrait supporter les dépenses qui en découlent, dont l'installation de portes dites «intelligentes» quand c'est nécessaire pour la sécurité des personnes. Il est inacceptable que cette installation soit financée par un prélèvement de 10 à 12 euros qui, jusqu'à fin mai 2006, était inscrit sur

les quittances de loyer. A partir de juin 2006, et sur décision unanime du conseil d'administration, ce prélèvement est presque en totalité intégré dans le loyer brut. Un nouveau prélèvement mensuel apparaît sur les quittances pour l'entretien dédités portes. Ceci a pour conséquence le maintien des quittances de juin à leur niveau de mai. Mais quand les loyers augmenteront, augmentera également la part des portes «intelligentes». Ce n'est même pas un marché de dupes mais une aggravation de ce que supporteront les locataires.

Pourquoi de telles décisions ?

Peut-être parce que le CA de l'office HLM de Romans ne comporte que trois représentants des locataires. Pourtant ces derniers assurent une bonne partie des ressources de l'office avec leurs loyers. Ils devraient donc avoir au moins la moitié des élus dans le CA, voire en assurer la présidence avec voix prépondérante. Le pouvoir actuel appartient à une majorité de représentants non élus dont on connaît la docilité par rapport aux politiques gouvernementales, et ayant à sa tête un conseiller municipal socialiste qui ne se met pas vraiment en pointe pour la défense des locataires.

LE FIL ROUGE ROMANAIS
Imprimé par le
Parti Communiste Français
ROMANS / BOURG DE PEAGE
N°12 - Juillet 2006
Rue st Nicolas, 26100 Romans

GRANDE DISTRIBUTION : Le PCF lance le débat



La grande distribution veut se donner une bonne image en installant quelques mètres linéaires de commerce équitable dans ses allées. **Et pourtant...**

- . **6 enseignes** seulement contrôlent 90 % de la distribution ainsi que 700.000 entreprises, 400.000 agriculteurs et 60 millions de consommateurs.
- . **Les produits** y sont vendus 4 fois plus chers que le prix payé aux producteurs.
- . **Les prix** y ont augmenté de 14 % alors que ceux versés aux producteurs n'ont eux augmenté que de 4 %.
- . **40 % des agriculteurs** ont un revenu inférieur au SMIC
- . **L'emploi** dans les grandes surface, c'est l'explosion des temps partiels non désirés, les atteintes au droit du travail, à la dignité des personnes.

Ça suffit ! Le PCF avec la participation de l'INDECOSA-CGT, avec l'aide de la Confédération paysanne et du MODEF lance une grande campagne de sensibilisation et d'action en demandant notamment le rétablissement du double affichage, celui du prix de vente aux consommateurs ainsi que celui du prix d'achat aux producteurs, en procédant à des relevés de prix sur l'ensemble du territoire, en alertant la presse...

La totalité du dossier sur : www.pcf.fr/solidaire



BONNES VACANCES À TOUTES ET À TOUS EN CE DÉBUT D'ÉTÉ 2006

Respecter le choix du peuple

La campagne électorale 2007 est lancée. A droite la bataille De Villepin-Sarkosy fait rage, tout comme au PS, où une seule question hante les dirigeants : qui sera à la barre ? À la gauche de la gauche : Bové est partant, Besancenot aussi... Que reste-t-il de l'esprit du 29 mai ? Sur quoi tout cela va-il déboucher ? Est-on reparti pour un nouveau 2002 ? Où est le véritable débat de fond sur les enjeux politiques, sur les programmes ?

Face à une telle situation, nous proposons de construire, dans le plus large rassemblement, les réponses politiques capables de changer la vie et de décider comment et par qui ses projets seront portés.

CE QU'ILS FONT DE NOS IMPOTS

Drôme : 1 043 000 € d'argent public attribué à l'entreprise Wurth par le département. Pour quels besoins véritables et pour quels emplois créés ? Précisons que cette entreprise, une multinationale, a sa propre banque et qu'elle sponsorisait une équipe du Tour de France (exclue pour dopage)... Elle a donc un peu d'argent, non ?

La plate-forme de réinsertion, installée dans les locaux de la banque de France à Romans, plus le contrat de site... ça fait un total de 27,9 millions d'euros pour réindustrialiser et compenser les 500 emplois disparus avec la crise de la chaussure. Où sont les résultats ?

Allègement des charges sociales : 140 milliards d'euros depuis 20 ans. Pour 2006 au rythme actuellement engagé, ce serait 21 milliards. Il faut en finir avec cette déresponsabilisation sociale des entreprises : ça ne crée aucun emploi, ça casse la sécu et les retraites.

Sytrad : Le syndicat de traitement et de recyclage des ordures ménagères Drôme-Ardèche, a décidé d'attribuer au privé de la gestion des centres d'exploitation de Beauregard Baret, Etoile, et Saint Barthélemy de Vals.

Les représentants communistes au SYTRAD ont voté contre ce projet, défendant la proposition d'une gestion publique.

Avec ce choix, de nouvelles hausses de la taxe des ordures ménagères sont à craindre. Rappelons que sur le territoire de la communauté de communes du pays de Romans, des augmentations de plus de 30% en 2003 et 2004 puis 7,5% en 2005 ont déjà eu lieu. Une des explications était la forte augmentation du coût du traitement des ordures ménagères par l'entreprise Onyx. Avec les nouvelles concessions au privé, le pire est devant nous ! A noter que le représentant de la ville de Romans au Sytrad, Jean-David Abel, a voté pour. On aurait aimé une plus large consultation des élus-es et de la population à ce sujet.

Billet d'humeur

Le Maire de Romans s'est donc mis en congé du Parti Socialiste, son ego n'ayant pas supporté sa non titularisation pour les prochaines élections législatives... comme si la vie politique ne pouvait se passer de lui ! Quand les ambitions personnelles prennent le pas sur les projets politiques, tout devient possible... même les lâchages à répétitions. Pas grand chose donc, à espérer dans ces attitudes-là.

C'est de cela dont il faut débattre au plus vite. Les communistes ont des propositions à soumettre en tant qu'éléments de construction de l'alternative. Ils les tirent de leur programme adopté lors de leur dernier congrès. Ils sont disponibles pour la discussion la plus large et tiennent à votre disposition des hommes et des femmes susceptibles de la porter dans le cadre des prochaines consultations électorales (Présidentielles et législatives).

Dans l'immédiat, ils se proposent de vous rencontrer dans votre quartier, à la porte de votre entreprise.

Jean Marc DURAND